



PRÉFET DE LA HAUTE- SAÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Inter-Départementale 25-70-90

ARRÊTÉ DREAL N° 70-2024-07-29-00001

EN DATE DU 29 JUIL. 2024

autorisant la prolongation de la durée et la modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société ACL sur le territoire des communes de BAUDONCOURT et de BREUCHES

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du Préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;
- le décret du 24 avril 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, Mme Annick PÂQUET ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- l'arrêté préfectoral 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 autorisant la SARL ACL à reprendre et à étendre l'exploitation de la sablière située sur les territoires des communes de BAUDONCOURT et BREUCHES ;
- l'arrêté préfectoral n° 2015056-0001 en date du 25 février 2015 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière située sur les territoires des communes de BAUDONCOURT et BREUCHES ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2024-05-06-00057 du 6 mai 2024 portant délégation de signature à Mme PÂQUET Annick, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;
- la demande de la société ACL transmise par téléversement le 12 février 2024 ;
- l'avis favorable du maire de la commune de Breuches concernant les conditions de remise en état des parcelles situées sur sa commune ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 17 juillet 2024 ;
- les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 18 juillet 2024 ;
- le rapport du 19/07/2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT

- que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 27 août 1997 susvisé ;
- que les modifications de l'installation envisagées par la société ACL portent :
 - sur une prolongation de 3 ans de la durée d'exploitation de la carrière, sans étendre ni approfondir le gisement à extraire et sans modification du rythme d'extraction de la carrière ;
 - la modification des conditions de remise en état ;
- selon un rythme de production de 48 000 tonnes/an, identique au rythme maximal autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 août 1997 susvisé, le tonnage exploité sur la durée supplémentaire de 3 ans permettra d'exploiter la totalité du gisement restant à extraire ;
- une prolongation de 3 ans de la durée d'exploitation, dans la limite des capacités d'extraction actuellement autorisées, n'engendre pas d'impacts supplémentaires, dans la mesure où les modalités d'extraction pendant cette prolongation restent identiques à celles prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 1997 susvisé ;
- que les modifications de l'installation envisagées par la société ACL ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
- que les modifications demandées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;
- qu'il convient d'adapter les dispositions de l'arrêté du 27 août 1997 susvisé en modifiant la durée de l'autorisation, la quantité de matériaux à extraire, le montant des garanties financières, le plan de phasage et le plan de remise en état du site ;
- qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société SARL A.C.L dont le siège social est situé au 53 rue Georges Moulimard 70 300 LUXEUIL-LES-BAINS, qui est autorisée à exploiter la carrière située sur les communes de BAUDONCOURT et BREUCHES, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – Quantité de matériaux à extraire

L'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La quantité de matériaux maximale autorisée à extraire est de :

- 48 000 tonnes pour les années 2024 à 2026*
- 36 000 tonnes pour l'année 2027*

La quantité de matériaux maximale commercialisable est fixée à 60 000 tonnes par an. »

ARTICLE 3 – Durée de l'autorisation

La durée de l'autorisation d'exploiter fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2D/4B/I/97/N° 2087 est prolongée de trois ans.

L'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2027 qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 26 et suivants du présent arrêté. »

ARTICLE 4 – Fin de l'extraction des matériaux

La période en fin d'exploitation pendant laquelle l'extraction des matériaux doit être terminée est réduite à 3 mois.

L'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'extraction de matériaux commercialisables doit être terminée au moins 3 mois avant l'expiration de l'autorisation pour permettre l'achèvement des derniers travaux de remise en état du site. »

ARTICLE 5 – Garanties financières

L'article 12.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 est complété par les dispositions suivantes :

« Le montant de référence des garanties financières devant être constituées dans ce cadre, doit être au moins égal à (indice TP01 d'avril 2024 publié en juin 2024 de 130,3 et TVA = 20 %) pour la période d'exploitation qui va du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2027 : 125 770 € »

ARTICLE 6 – Modalités d'extraction

Une phase supplémentaire allant jusqu'au 30 septembre 2027 est ajoutée au phasage d'exploitation.

L'article 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 est complété par les dispositions suivantes :

« 15.4 L'exploitation de la carrière est poursuivie sur une période supplémentaire (nouvelle phase 1) jusqu'au 30 septembre 2027 conformément au plan de phasage présent en annexe du présent arrêté »

Les plans de phasage de l'extraction présents en annexe 3a et 3b de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 sont complétés par le plan de phasage présent en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Modalités de remise en état

Le plan de remise en état en annexe 4b de l'arrêté 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 est remplacé par le plan de remise en état en annexe 2 du présent arrêté.

L'article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2D/4B/I/97/N° 2087 en date du 27 août 1997 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La remise en état totale du site doit être achevée au plus tard 3 mois avant le terme de l'autorisation fixée à l'article 7 du présent arrêté. »

ARTICLE 8 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Saône pendant une durée minimale de quatre mois. Le présent arrêté est notifié à la société SARL A.C.L dont le siège social est situé au 53 rue Georges Moulimard 70 300 LUXEUIL-LES-BAINS.

ARTICLE 9 – Voies et délais de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
- 2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de

réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 10 – Exécution et ampliation

La Secrétaire Générale de la préfecture de Haute-Saône, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, et les maires de Baudoncourt et de Breuches sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

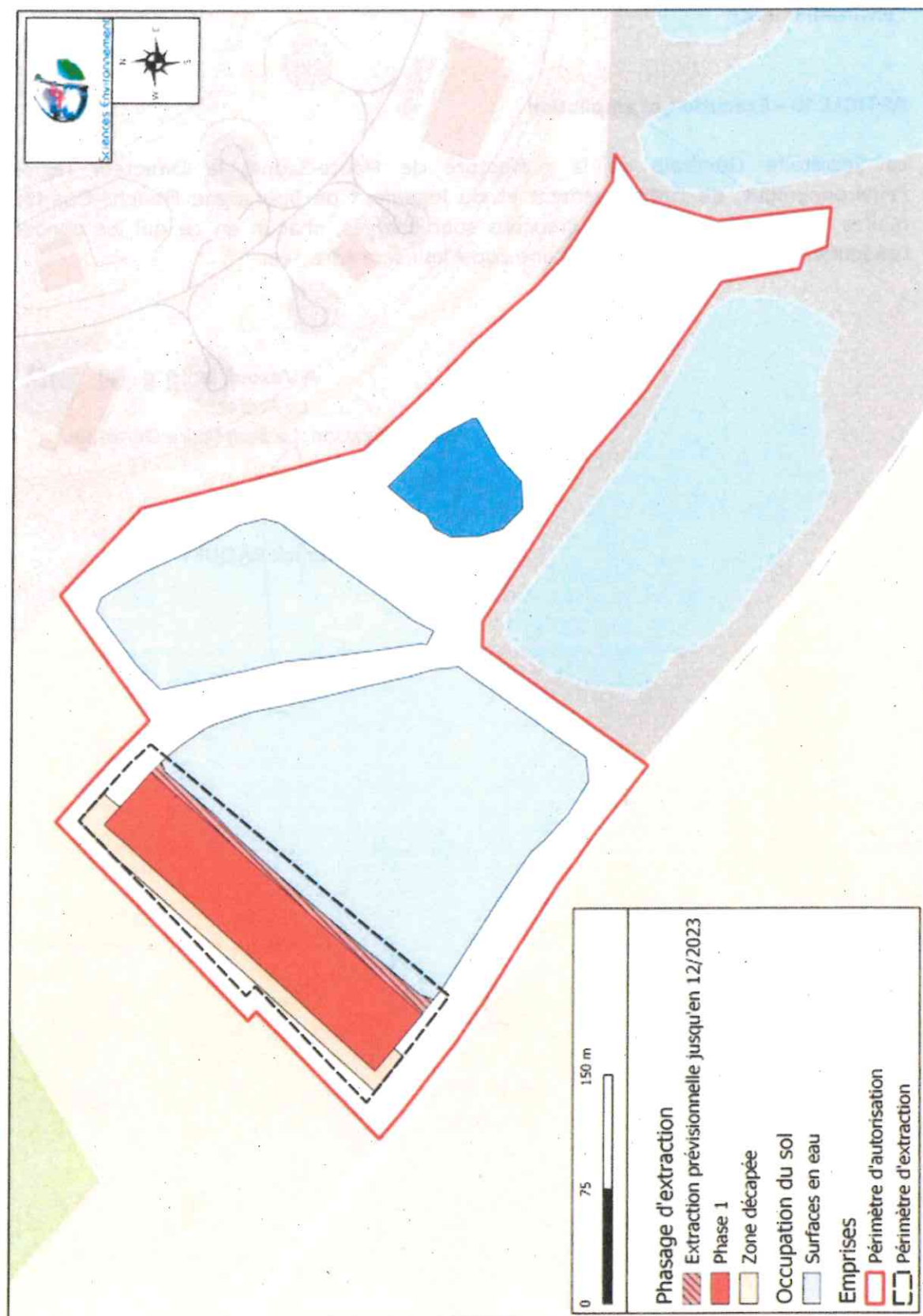
A Vesoul, le 29 JUL. 2024

Le Préfet,

par délégation, La Secrétaire Générale,

Annick RÂQUET

Annexe 1 : Plan d'exploitation de la période supplémentaire (nouvelle phase 1)



Annexe 2 : Plan prévisionnel de remise en état de la partie Ouest



